Selon le LEAP, au printemps 2010, les finances publiques deviendront ingérables

17/12/2009 à 6h22



Printemps 2010 – Nouveau point d'inflexion de la crise systémique globale : quand le nœud coulant des déficits publics va étrangler les Etats et les systèmes sociaux occidentaux.

Selon le LEAP/E2020 (Laboratoire Européen d'Anticipation Politique), la crise systémique globale va connaître un nouveau point d'inflexion à partir du printemps 2010.

En effet, à cette date, les finances publiques des principaux pays occidentaux vont devenir ingérables parce qu'il deviendra simultanément évident que de nouvelles mesures de soutien à l'économie s'imposent au vu de l'échec des différents stimulus de 2009 (1) et que l'ampleur des déficits budgétaires interdit tout nouvelle dépense significative.

Si ce « nœud coulant » des déficits publics que les gouvernements se sont volontairement passé autour du cou en 2009, en refusant de faire assumer au système financier le prix de ses fautes (2), va peser lourdement sur l'ensemble des dépenses publiques, il va tout particulièrement affecter les systèmes sociaux des pays riches en appauvrissant toujours plus la classe moyenne et les retraités, tout en laissant les plus défavorisés à la dérive (3).

Parallèlement, le contexte de cessation de paiement d'un nombre croissant d'Etats et de collectivités locales (régions,

provinces, états fédérés) va entraîner un double phénomène paradoxal de remontée des taux d'intérêts et de fuite hors des devises en direction de l'or.

Devant l'absence d'une alternative organisée à un Dollar US toujours plus faible et afin de trouver une alternative à la perte de valeurs des bons du trésor (en particulier américains), les banques centrales du monde entier devront en partie se « reconvertir à l'or », le vieil ennemi de la Réserve fédérale US, sans pouvoir encore le déclarer officiellement.

> ***Le pari de la reprise ayant désormais été bel et bien perdu par les gouvernements et les banques centrales (4), ce point d'inflexion du printemps 2010 va ainsi représenter le début du transfert massif des 20.000 milliards de dollars d' « actifs fantômes » (5) vers les systèmes sociaux des pays qui les ont accumulés.***

Dans ce GEAB N°40 *[lettre confidentielle payante]*, l'équipe de LEAP/E2020 développe ses analyses sur ces différents sujets tout en présentant l'évaluation détaillée de ses anticipations pour 2009 qui ont obtenu un score général de 72% (6). Enfin, nos chercheurs dévoilent leurs recommandations, avec ce mois-ci en particulier : immobilier commercial, devises et revenus des expatriés.

L'actualité s'est vite chargée d'alimenter l'anticipation du GEAB N°39 qui indiquait que 2010 serait une année marquée par trois tendances dont l'une serait les cessations de paiement d'Etat (7) : de Dubaï à la Grèce, en passant par les discours de plus en plus inquiets des agences de notation sur les dettes américaine et britannique, ou par le budget draconien adopté par l'Irlande et les recommandations de la zone Euro pour la maîtrise des déficits publics, l'incapacité croissante des états à faire face à leurs dettes fait la une des médias.

Pourtant, au sein de cette agitation médiatique, toutes les

informations n'ont pas la même valeur : certaines ne sont que des élucubrations sur le « doigt » du proverbe chinois (8), quand d'autres traitent réellement de la Lune.

Au chapitre des élucubrations sur le « doigt », ce communiqué public du GEAB N°40 présente le cas des analyses sur la Grèce.

Crise de la dette grecque : petit problème pour Francfort et sévère avertissement pour Washington et Londres

Venons-en à la Grèce. Là, on retrouve une thématique semblable à celle que notre équipe avait dénoncée dans le GEAB N°33, en Mars 2009, au moment où la presse relayait massivement l'idée que l'Europe de l'Est allait emporter le système bancaire européen et l'Euro dans une crise majeure.

Nous avions alors expliqué que cette « information » ne reposait sur rien de crédible et qu'elle n'était qu' ***« une tentative délibérée de la part de Wall Street et de la City (2) de faire croire à une fracture de l'UE et d'instiller l'idée d'un risque « mortel » pesant sur la zone Euro, en relayant sans discontinuer de fausses informations sur le « risque bancaire venu d'Europe de l'Est » et en tentant de stigmatiser une zone Euro « frileuse » face aux mesures « volontaristes » américaines ou britanniques. L'un des objectifs est également de tenter de détourner l'attention internationale de l'aggravation des problèmes financiers à New-York et Londres, tout en affaiblissant la position européenne à la veille du sommet du G20 »*****.**

Le cas grec est assez similaire. Non pas qu'il n'y ait pas de crise des finances publiques grecques (elle est bien réelle), mais ses conséquences supposées sur la zone Euro sont surestimées alors que cette crise indique une tension croissante autour des dettes souveraines, talon d'Achille des Etats-Unis et du Royaume-Uni (9).

Tout d'abord, il faut rappeler que la Grèce reste le pays par excellence qui a mal géré son accession à l'UE. Depuis 1982, les différents gouvernements grecs n'ont fait qu'utiliser l'UE comme une source inépuisable de subventions, sans jamais parvenir à moderniser les structures économiques et sociales du pays.

Avec près de 3% du PIB provenant directement de Bruxelles en 2008 (10), la Grèce est en fait un pays sous perfusion européenne depuis près de trente ans. La dégradation actuelle des finances publiques du pays n'est donc qu'une étape supplémentaire dans une longue évolution. Les responsables de la zone Euro savent depuis longtemps que le problème grec surviendrait un jour.

Mais le pays pesant 2,5% du PIB de la zone Euro (et 1,9% de celui de l'UE), nous sommes loin d'un grave danger pesant sur la monnaie unique européenne et sur la zone Euro.

A titre d'exemple, la cessation de paiement de la Californie (12% du PNB US) est infiniment plus porteuse de déstabilisation du Dollar et de l'économie américaine.

> ***D'ailleurs, puisque l'ont trouve souvent sous les mêmes plumes une liste exhaustive de tous les pays de la zone Euro faisant face à une grave crise de leurs finances publiques (Espagne, Irlande, Portugal auxquels nous rajoutons la France et l'Allemagne), il faut être complet et indiquer qu'aux Etats-Unis, outre l'Etat fédéral techniquement en faillite (11) si la Fed n'imprimait des Dollars en quantité illimitée pour acheter directement et indirectement des Bons du Trésor émis dans des proportions identiques, et outre la Californie (état le plus riche de l'Union oscillant au bord du gouffre depuis des mois), on trouve désormais 48 Etats sur 50 en déficits budgétaires croissants (12).***
>
> ***Comme le résume le titre de l'éditorial du 14 Décembre de Stateline, le site américain spécialisé sur les Etats et les***

*collectivités locales US, « **Des scénarios de cauchemar hantent les Etats** », c'est l'ensemble des Etats des Etats-Unis qui a peur d'entrer en cessation de paiement en 2010/2011.*

Et la zone Euro, qui a les plus importantes réserves d'or de la planète (13), rassemble également des pays qui ont accumulé des excédents budgétaires jusqu'à l'année dernière, un commerce extérieur toujours excédentaire et une banque centrale qui n'a pas transformé son bilan en réservoir à actifs « pourris ou fantômes » (comme l'a fait la Fed depuis 18 mois).

Donc, si la crise des finances publiques grecques indique bien quelque chose, ce n'est pas tant la situation de la Grèce ou une problématique spécifique à la zone Euro, mais un problème plus général qui va s'aggraver fortement en 2010 : le fait que les obligations d'Etat forment désormais une bulle sur le point d'exploser (plus de 49.500 milliards de dollars au niveau mondial, soit une hausse de 45% en 2 ans) (14).

Les dégradations de notation effectuées par les agences américaines de notation dans la foulée de la crise de Dubaï indiquent que, comme toujours, ces agences ne savent (ou ne peuvent) pas anticiper ce type d'évolution. Souvenons-nous qu'elles n'avaient rien vu venir dans la crise des subprimes ou dans l'effondrement de Lehman Brothers et AIG, ni d'ailleurs dans celui de Dubaï.

Comme elles sont dépendantes du gouvernement US (15), elles ne peuvent pas bien entendu directement mettre en cause le duo au cœur du système financier actuel (Washington et Londres). Cependant, elles indiquent la direction d'où va venir le prochain grand choc, les obligations d'Etat… et, dans ce domaine, les deux états les plus exposés sont les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

Il est d'ailleurs très instructif de constater que le discours

de ces agences évolue subtilement. En quelques semaines, on est passé de la sempiternelle explication qui ferait que la qualité intrinsèque des économies et de la gestion de ces deux pays (16) élimine tout risque de défaut de paiement de la part de leurs gouvernements respectifs, à un rappel qu'il allait falloir dès 2010 démontrer cette qualité et ces aptitudes gestionnaires, afin de garder le fameux Triple A qui permet d'emprunter à moindre coût (17). Si même les agences de notation commencent à demander des preuves, c'est que les choses vont vraiment très mal.

Pour conclure sur le cas grec, notre équipe considère que la situation actuelle est triplement positive pour la zone Euro :

- elle l'oblige à considérer sérieusement les mesures de solidarité à mettre en œuvre dans ce type de situation. Les observateurs vont ainsi devoir faire un choix clair : soit ils traitent la Grèce comme un pays isolé, soit ils la traitent comme une composante de la zone Euro. Mais ils ne peuvent pas faire les deux à la fois, additionnant la faiblesse de la Grèce isolée avec un affaiblissement de la zone Euro à cause de la Grèce.
- elle oblige enfin les autorités grecques à faire une opération « Vérité » sur l'état des finances de leur pays et va permettre à l'UE de pousser les réformes nécessaires notamment pour réduire fortement la corruption et le clientélisme endémiques (18).
- elle devrait servir d'exemple aux gouvernements européens (et autres) qui manipulent de plus en plus les statistiques économiques et sociales, en démontrant que ces manipulations ne font que plonger les pays plus avant dans la crise. Nous sommes hélas plus dubitatifs sur cette idée que d'autres dirigeants suivraient l'exemple du Premier Ministre grec ; en tout cas pas avant des changements de gouvernement au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, en France ou en Allemagne par exemple.

———

Notes :

(1) La consommation reste toujours atone aux Etats-Unis comme en Europe (malgré les fêtes de fin d'année). La soi-disant croissance chinoise (voir cette vidéo d'Al Jazeera très éclairante sur la réalité derrière les chiffres chinois) n'arrive même pas à stimuler un tant soit peu celle de son voisin nippon (ce qui serait un signe certain qu'il y a bien un redémarrage de l'économie chinoise) obligé d'être le premier grand pays à adopter un second plan de stimulation économique en moins de deux ans (source : Asahi Shimbun, 09/12/2009). En revanche la manipulation des statistiques bat des records d'activité : baisse « radicale » du chômage aux Etats-Unis alimentée par l'emploi précaire lié aux embauches des magasins avant les fêtes et par un mode de calcul toujours aussi « théorique » (source : Global Economic Trend Analysis, 04/12/2009), « Black Friday » dont les ventes ont encore baissé en valeur par rapport à l'année dernière (source : Reuters, 29/11/2009), chômage qui continue à grimper, et immobilier d'entreprise en chute libre en Europe (source : Les Echos, 10/12/2009, et une intéressante promenade visuelle à travers les immeubles de bureaux vides à Amsterdam réalisée par Taco Dankers, chiffre de la production industrielle chinoise « rassurant » en Novembre 2009 parce que comparé à la baisse radicale de Novembre 2008. Quels résultats fantastiques pour les centaines de milliards des plans de relance de l'année 2009 !

(2) Et en croyant les banques qui leur ont dit que les sauver, c'était sauver l'économie.

(3) Source : USAToday, 14/12/2009

(4) Source : CNBC, 08/12/2009 ; Yahoo/Reuters, 27/11/2009

(5) Les deux-tiers du montant global estimé par LEAP/E2020 il y a plus d'un an, qui ne se sont toujours pas évanouis en

fumée sur les divers marchés financiers ou immobiliers de la planète.

(6) C'est un score en baisse par rapport au 80% de 2008 mais qui reste très élevé, en particulier pour une année exceptionnelle, notamment par le degré d'intervention des acteurs publics et l'échelle sans précédent de leurs interventions multipliant les facteurs en jeu.

(7) Pour le volet « pression fiscale », Londres et Dublin viennent déjà d'ouvrir le bal (Sources : Times, 06/12/2009 ; IrishTimes, 11/12/2009).

(8) « Quand le sage désigne la Lune, l'idiot regarde le doigt ».

(9) Et du Japon dans une moindre mesure.

(10) Source : LaCroix, 05/10/2009

(11) Source : New York Times, 22/11/2009

(12) Source : CBPP, 19/12/2009

(13) Ainsi, entre les banques centrales nationales et la BCE, la zone Euro possède 10.900 tonnes d'or et les Etats-Unis seulement 8.133 tonnes (source : FMI/Wikipedia, 11/2009). Ou, pour être plus précis : le Trésor américain déclare que les Etats-Unis possèdent une telle quantité d'or, sachant qu'aucun audit indépendant sur le montant exact des réserves d'or US n'a été effectué depuis plus de quarante ans. Nous reviendrons d'ailleurs plus en détail sur le sujet du montant réel des réserves d'or US dans le prochain GEAB (N°41) puisque notre équipe considère qu'en 2010, face à l'explosion de la bulle des obligations d'Etat, l'or va redevenir une nécessité incontournable pour les banques centrales.

(14) Sources : DailyMarkets, 24/11/2009 ; Telegraph, 30/11/2009 ; Forbes, 24/11/2009

(15) Légalement et même financièrement, voir GEABs précédents.

(16) On touche parfois au surréalisme le plus absolu en lisant les considérations de ces agences.

(17) Source : Wall Street Journal, 08/12/2009

(18) Source: Financial Times, 12/11/2009

LEAP – Europe 2020